

Répondre aux urgences sociales

Ouvrir une perspective politique

Le sens des options prises par le Parti Communiste lors de son 30^e Congrès apparaît dans de premiers actes qui auront bien sûr besoin de prolongements dans la durée. Riposte politique au projet de refondation sociale du MEDEF ; initiative pour construire une action nationale pour faire reculer les inégalités ou encore intervention de Robert Hue devant les salariés de Dassault, en lutte pour l'augmentation des salaires et pour que les 35 heures riment avec emploi et progrès des conditions de travail (lutte d'ailleurs conclue par un succès): le PCF s'engage de façon offensive. Il le fait avec la volonté d'apporter non pas un simple soutien mais un plus, de faire la démonstration de l'utilité de l'action politique. Il s'engage dans la confrontation d'idées et de projets avec les forces capitalistes, et aussi au sein de la majorité plurielle.

“la dénonciation du capitalisme, pour nécessaire qu'elle soit, ne constitue pas une perspective.”

Sa volonté est de mieux être acteur, et pas seulement relais, et de s'identifier dans tous ses actes à son projet communiste. La visée communiste de dépassement du capitalisme n'est pas un projet pour un futur éloigné, mais un processus d'actions démocratiques et de réformes pour transformer, graduellement mais profondément, les règles qui régissent la société et le

monde actuel, dominés par le capitalisme.

Les points de rencontre avec le mouvement social, avec ses acteurs sont nombreux; mais la politique est devant le défi de faire ses preuves, d'accorder paroles et actes, d'offrir des perspectives. Ce défi a une dimension particulière pour un parti de transformation sociale : la dénonciation du capitalisme, pour nécessaire qu'elle soit, ne constitue pas une perspective.

Il s'agit d'articuler critique radicale, propositions et actions de transformation concrète, à tous les niveaux possibles de la société et du pouvoir, au gouvernement y compris.

Chacun le sait, les options communistes ne sont pas dominantes au gouvernement; dans la société non plus. Mais elles ne sont pas sans influence. Et les rapports de force ne sont pas figés: ni ceux des idées dans la société, ni les rapports de force sociaux, ni les rapports de force politiques. Chaque choix patronal ou gouvernemental fait ou peut faire débat et évoluer. Encore faut-il mesurer que cela ne se joue pas de façon isolée dans l'enceinte du gouvernement ou du Parlement. Cela implique que le débat, l'intervention et l'action s'instaurent dans l'entreprise et la société, et cela bien en amont des décisions.

Ainsi concernant les choix de politique industrielle, soumis aux pressions des marchés financiers, et dans lesquels de nouveaux pouvoirs des salariés sont à conquérir.

Ainsi concernant les choix budgétaires par trop enfermés dans les critères du Pacte de stabilité.

Ainsi encore des choix de politique européenne, notamment à la veille de la présidence française. Débats d'idée, et actions peuvent ébranler les dogmes dominants tels que ceux de la réduction des "coûts salariaux", de la réduction des déficits et de l'emploi publics, de la baisse de l'impôt, ou de la nécessité des fonds de pension.

C'est d'autant plus nécessaire que les pressions sur l'opinion et sur le gouvernement sont considérables, comme en attestent l'engagement du MEDEF et les interventions européennes. Et s'il est traversé par de réels débats, le Parti socialiste y est d'autant moins insensible que ses options sont celles d'un capitalisme indépassable.

Mais la conjoncture offre des possibilités : la croissance contribue au recul du fatalisme, à plus d'exigences et de confiance dans la possibilité d'obtenir des résultats. Cela favorise la montée des aspirations à la justice et à l'égalité, la contestation accrue du libéralisme et de ses choix.

Le terrain existe pour des initiatives politiques portant à tous les niveaux le débat sur le contenu des choix à faire, et contribuant à des mobilisations pour des transformations concrètes.

"(...) construire un mouvement national pour faire reculer les inégalités(...) intéresse le champ du mouvement social et celui de l'action politique"

La proposition, formulée par Robert Hue à Martigues, et précisée depuis par le nouveau Conseil national du PCF, de construire un mouvement national pour faire reculer les inégalités, s'inscrit dans cette démarche. Elle dirige à la fois vers le plus concret – l'urgence de résister à l'explosion des inégalités et de renforcer l'action pour les faire reculer – et vers les grands enjeux de réformes profondes.

Elle intéresse le champ du mouvement social et celui de l'action politique, dans ce qu'ils ont de spécifique et de commun. Il y a donc place dans un tel mouvement, et sans ralliement à qui que ce soit, pour de

nombreux acteurs. Le PCF a pour sa part la responsabilité d'y faire vivre son apport politique, d'y faire percevoir, face aux doutes actuels, l'apport possible et indispensable de la politique.

Dans chaque cas, c'est d'action anticapitaliste concrète qu'il s'agit. Ce sont les intérêts humains qu'il s'agit de faire prévaloir. C'est le projet communiste qu'il s'agit de porter. Pas par des proclamations générales mais avec des propositions concrètes, argumentées et crédibles, propres à nourrir l'action, à contribuer à des résultats, à porter des perspectives.

"L'enjeu des entreprises et de la conquête d'influence parmi les salariés est vital pour le nouveau parti communiste que nous construisons."

On mesure le champ que cela ouvre au travail de recherche, d'approfondissement, d'élaboration, de mise en commun et en réseau des analyses et des expériences, dont *Economie et Politique* a la vocation d'être un support engagé et actif.

On mesure aussi l'espace que cela ouvre au redéploiement offensif de l'activité communiste sur les lieux de travail, dans le monde du travail tel qu'il est aujourd'hui et au renforcement du PCF. L'enjeu des entreprises et de la conquête d'influence parmi les salariés est vital pour le nouveau Parti communiste que nous construisons. ■ Le 17 mai 2000.



Nicolas Marchand
membre du Collège exécutif du PCF